

AVANT-PROPOS

La Commission continue à recevoir du public et des organisations non gouvernementales un grand nombre de plaintes pour non-respect du droit communautaire de l'environnement. Ces plaintes prennent souvent la forme de questions écrites et de pétitions adressées au Parlement européen. Elles traduisent les préoccupations des citoyens européens quant à l'état de l'environnement et au « dossier vert » de leurs États membres. La présente étude montre que ces préoccupations sont justifiées : la mise en œuvre correcte et en temps utile du droit communautaire de l'environnement ainsi que le contrôle approprié de son application par les États membres posent un problème.

En tant que commissaire chargée de l'environnement, il m'intéresse tout particulièrement de constater que se comblient les lacunes de la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement. C'est un point très important dans la perspective de l'élargissement, si l'on veut faire en sorte que les nouveaux États membres transposent et mettent en œuvre correctement l'acquis communautaire dans les délais convenus. Ainsi que le dit la communication de la Commission sur l'amélioration du contrôle de l'application du droit communautaire¹, celle-ci ne doit pas s'améliorer par la seule voie de la saisine de la Cour de justice des Communautés européennes : il convient également de mettre au point de nouvelles méthodes de travail avec les États membres, à toutes les étapes du cycle de mise en œuvre. J'espère en outre que l'achèvement de la mise en œuvre de la convention d'Aarhus² améliorera l'accès à la justice au sein des États membres, ce qui facilitera ensuite le traitement des plaintes par la Commission.

La Commission a déjà pris un certain nombre de mesures pratiques pour aider les États membres à mettre en œuvre le droit communautaire de l'environnement. Parmi celles-ci figure notamment, une fois la législation adoptée, le recours à des guides et à des textes interprétatifs ayant fait l'objet d'un accord entre la Commission et les États membres. Je soulignerais également la nécessité d'améliorer la transparence ainsi que la connaissance de l'état de mise en œuvre de la législation communautaire de l'environnement : il est important d'informer le public du dossier « conformité » de chaque État membre.

C'est pourquoi je me félicite de la publication de cette quatrième étude annuelle, qui porte sur l'année 2002. Faisant suite à une première étude annuelle (1996/1997)³, à une deuxième étude annuelle (1998/1999)⁴ et à une troisième étude annuelle (2000/2001)⁵, elle fournit des informations actualisées sur l'application de la législation communautaire en matière d'environnement, comme le demandent la communication de la Commission sur la mise en œuvre du droit communautaire de l'environnement⁶ et les résolutions du Conseil⁷ et du Parlement européen.

¹ COM (2002) 725 final, 13 décembre 2002.

² Convention CEE-NU sur l'accès à l'information, la participation du public et l'accès à la justice dans le domaine de l'environnement.

³ SEC (1999) 592, 27 avril 1999.

⁴ SEC (2000) 1219, 13 juillet 2000.

⁵ SEC (2002) 1041, 1 octobre 2002.

⁶ COM (96) 500 final, 22 octobre 1996.

⁷ JO C 321 du 22 octobre 1997, p. 1.

Je suis convaincue que la publication de cette étude fournira aux États membres une source d'information utile et qu'elle les renforcera dans leur résolution de mettre en œuvre pleinement, correctement et dans les délais prévus le droit communautaire de l'environnement.

Margot Wallström

Membre de la Commission